



**PRÉFET  
DU MORBIHAN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**DREAL Bretagne**

Unité départementale du Morbihan  
34, rue Jules Legrand  
56100 Lorient

Lorient, le 30/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **DÉPÔT PÉTROLIER DE LORIENT SEIGNELAY**

10 rue de Seignelay  
56100 Lorient

Références : ACLS  
Code AIOT : 0005501834

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2024 dans l'établissement DÉPÔT PÉTROLIER DE LORIENT SEIGNELAY implanté 10 rue Seignelay 56100 Lorient. L'inspection a été annoncée le 19/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

-

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DÉPÔT PÉTROLIER DE LORIENT SEIGNELAY
- 10 rue Seignelay 56100 Lorient
- Code AIOT : 0005501834
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société Dépôt Pétrolier de Lorient (DPL) exploite deux dépôts sur la zone industrielle portuaire de LORIENT :

- le dépôt de Seignelay comprenant 7 bacs essences, éthanol ou distillats (gazoles/FOD) avec installations de chargement de véhicules citernes,
- le dépôt de Kergroise comprenant 6 bacs de stockage dédiés uniquement aux distillats (dépôt utilisé comme dépôt satellite du dépôt de Seignelay, reliés entre eux par 2 pipelines enterrés).

Compte tenu des substances et quantités stockées, ces dépôts relèvent chacun du seuil haut du classement SEVESO III. Le plan de prévention des risques technologiques a été approuvé par arrêté préfectoral du 27 décembre 2017.

S'agissant du dépôt de Seignelay les prescriptions actuellement applicables sont celles de l'arrêté préfectoral du 3 mai 2022 ainsi que les dispositions des arrêtés ministériels associés à l'activité ainsi qu'au statut Seveso seuil haut de l'établissement.

#### Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	PM2I - Recensement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1.3.	Demande d'action corrective	3 mois
2	PM2I - Dossiers des équipements	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1.3.	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	Tuyauteries	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
4	Pont de tuyauteries	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Tuyauteries et ponts - Dossiers des équipements	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les dossiers des équipements soumis au plan de modernisation des installations industrielles (PM2I) sont incomplets, ils ne comprennent pas la présentation et la justification de la stratégie mise en place pour leurs contrôles. De plus, l'état initial des tuyauteries et des rétentions n'a pas été réalisé. Ces éléments sont attendus dans le système de management de la sécurité selon l'annexe 1.3. de l'arrêté du 26 mai 2014 et sont précisés, par équipement, dans les arrêtés du 3 et du 4 octobre 2010.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : PM2I - Recensement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS - Recensement équipements PM2I
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion.</p> <p>Elles permettent a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le recensement des équipements visés par la section I de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ; le recensement des réservoirs visés à l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre des rubriques 4330, 4331, 4722, 4734 et 1436 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ; [...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le recensement des équipements soumis à la réglementation liée au vieillissement (PM2I) a été réalisé par l'exploitant. La liste est présente sur un fichier (tableur). Ce dernier manque d'informations permettant d'identifier les équipements, notamment les tuyauteries (seules les zones sont indiquées). De plus, l'exploitant a eu des difficultés à le trouver car le SGS ne définit pas les actions pour permettre ce recensement et le retrouver et il n'est pas relié au système de gestion de la maintenance des équipements (GMAO). Aucune vérification de sa mise à jour au fil du temps n'est réalisée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Des compléments doivent être apportés sur le recensement des équipements, notamment afin d'identifier clairement les tuyauteries soumises.</p> <p>Le SGS doit définir les actions mises en œuvre permettant le recensement des équipements soumis au PM2I, leur identification rapide et sa mise à jour.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : PM2I - Dossiers des équipements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS - Vieillessement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion.</p> <p>Elles permettent a minima :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour chaque équipement identifié, l'élaboration d'un dossier contenant : l'état initial de</li> </ul>

l'équipement, la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant, par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis. Pour chaque équipement identifié, en application des actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement et à la corrosion, les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles sont tracés, notamment les mesures prises pour faire face aux problèmes identifiés ainsi que les interventions éventuellement menées. Ces dossiers ou une copie de ces dossiers sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils sont rassemblés ou peuvent être imprimés de manière à être mis à disposition rapidement lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

Les dossiers des équipements soumis au PM2I ne comprennent pas la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement, qui doit être justifiée en fonction des modes de dégradation envisageables, préalablement identifiés.

De plus, hormis les réservoirs, l'état initial des équipements n'a pas été réalisé.

L'exploitant a présenté les documents présentant la stratégie pour la détermination des suites à donner aux contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). De plus, il a présenté pour plusieurs équipements, via sa GMAO, les résultats des contrôles et les suites données (les mesures prises pour faire face aux problèmes identifiés ainsi que les interventions éventuellement menées).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Pour chaque équipement soumis au PM2I, l'exploitant doit réaliser un état initial et doit identifier les modes de dégradation envisageables et présenter la stratégie pour le contrôle de l'état de l'équipement qui en découle. Ce dossier doit être mis à jour et la stratégie questionnée tout au long de la vie de l'équipement (suites aux inspections, réparations,...).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois

#### **N° 3 : Tuyauteries**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vieillessement

#### **Prescription contrôlée :**

[...] L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité. L'état initial, le

programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.

**Constats :**

La méthodologie choisie par l'exploitant pour le suivi de ses rétentions est celle du guide DT96. Les états initiaux et les plans d'inspections des tuyauteries n'ont pas été réalisés (comme constaté de manière générale au point de contrôle n°2). Ils doivent être réalisés conformément aux §3.3 et 6.1 du guide.

Dans la GMAO, Les tuyauteries sont regroupées par réseaux de tuyauteries, présentes sur un même rack d'un point A à un point B pouvant avoir des spécificités différentes(diamètres, produits véhiculés,...), ce qui n'est pas compatible avec l'établissement d'un état initial et d'un plan d'inspection commun.

La périodicité des visites est quinquennale. Elles consistent en une inspection visuelle depuis le sol (même pour celles situées sur rack à environ 6 mètres de haut). En l'absence d'établissement d'un plan d'inspection, ce contrôle ne semble pas correspondre aux attendus du guide.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit réaliser l'état initial et le plan d'inspection de ses tuyauteries soumises au PM2I, tel que décrits dans le guide DT96 (voir demandes du point de contrôle n°2), et démontrer l'efficacité du contrôle réalisé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 4 : Pont de tuyauteries**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vieillessement

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.

L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.

**Constats :**

Les états initiaux et les plans de surveillance des ponts de tuyauteries n'ont pas été réalisés (comme constaté de manière générale au point de contrôle n°2).

<p>Dans la GMAO, les ponts de tuyauteries sont répertoriés par tronçons.</p> <p>La périodicité des visites (tous les 6 ans) n'est pas argumentée. Elles consistent en une inspection visuelle du sol ( pour des racks situés à environ 6 mètres de haut). En l'absence d'établissement d'un plan de surveillance, la pertinence de ce contrôle par rapport aux attendus de la réglementation ne peut être établie.</p> <p>L'historique des interventions réalisées par tronçons de ponts de tuyauteries (inspections, réparations éventuelles,...) peut être retrouvé via la GMAO. Les désordres sont ensuite intégrés au plan d'actions.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit réaliser l'état initial et le plan de surveillance de ses ponts de tuyauteries soumises au PM2I (voir demandes du point de contrôle n°2), et démontrer l'efficacité du contrôle réalisé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

#### N° 5 : Tuyauteries et ponts - Dossiers des équipements

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vieillessement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'état initial, les programmes d'inspection ou de surveillance ainsi que les plans d'inspection ou de surveillance mentionnés aux articles 3 à 7 peuvent être établis selon les recommandations de guides professionnels reconnus par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>[...] Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>☐ l'état initial de l'équipement ;</li> <li>☐ la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis ;</li> <li>☐ les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles ;</li> <li>☐ les interventions éventuellement menées. Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est aisément consultable lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées. [...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les dossiers des tuyauteries et de leurs ponts ne sont pas complets, ils ne contiennent pas d'état initial ni de présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état des équipements, qui doit être justifiée en fonction des modes de dégradation envisageables, préalablement identifiés (comme constaté de manière générale à tous les équipements au point de contrôle</p>

<p>n°2).</p> <p>L'historique des interventions réalisées par réseau de tuyauteries et ponts (inspections, réparations éventuelles,...) peut être retrouvé via la GMAO. Les désordres sont ensuite intégrés au plan d'actions.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Les dossiers des tuyauteries et de leurs ponts doivent être complétés par leur état initial, leur plan de surveillance ainsi que par la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de leur état (voir demandes du point de contrôle n°2).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>